

CRISE SANITAIRE ET SECURITAIRE AU CENTRE DU MALI

A Ségou, des enfants tirillés entre l'école et les pires formes de travail

La fermeture de milliers d'écoles, combinée aux contraintes du Covid-19 et de la crise sécuritaire, a contraint plusieurs milliers d'enfants à quitter le système scolaire pour atterrir dans l'impitoyable sphère du travail. Parfois au profit des écoles coraniques, parfois en direction de la rue. Une situation qui va à contre-courant de toutes les conventions des droits des enfants ratifiées par le Mali et qui met à nu la fragilité d'un système éducatif en difficulté pour s'adapter à des contraintes nouvelles.

Oumou Diallo, 13 ans. Élève en 6^e année fondamentale, rêvait d'être infirmière pour le bonheur de sa pauvre mère. Le Covid-19 et l'insécurité dans son Farako natal en ont décidé autrement. Elle devra quitter l'école « pour se chercher ». Comme Oumou, ils sont des milliers d'enfants au centre du Mali affectés par la pandémie et/ou l'insécurité endémique. Des milliers d'écoles ont fermé, des milliers de familles ont dû quitter leur terroir.

A Ségou, la crise sécuritaire et le Covid-19 ont semé l'hécatombe dans le système éducatif classique. Mariama Konaté, 13 ans, élève au Centre d'animation pédagogique (CAP), en a été témoin avant d'en être une des victimes.

« J'ai trop souffert avec cette histoire de la Covid-19. Ma maman n'a pas été à l'école et on n'a pas de télé chez nous. Chaque jour, je devais lui expliquer que je devais suivre les cours à la télé pendant les mois que nous avons passés à la maison au début de la pandémie. Mais elle me demandait d'aller au marché acheter les condiments, de l'aider à faire le ménage. Le fait de me voir à la maison signifiait à ses yeux que je n'avais rien à faire. Finalement à la reprise, le même scénario a continué. Aujourd'hui, c'est moi-même qui suis découragée de cette situation car on a dû déménager lorsque nos écoles ont été fermées. »

Les enfants, des bras utiles pour leurs familles

Le double impact sécuritaire et sanitaire a causé la fermeture des écoles de l'enseignement classique. Des enseignants en ont été chassés tandis que des élèves ont été redirigés vers les écoles coraniques. Les classes ainsi réquisitionnées ont servi à regrouper

des élèves pour l'apprentissage de l'arabe. Finalement, un nombre important d'enfants ont fini dans les rues de Ségou au moment où d'autres étaient contraints de travailler pour subvenir aux besoins de leurs familles.

Pourtant, les deux conventions fondamentales n° 138 et n° 182 de l'Organisation internationale du travail (OIT) relatives au travail des enfants stipulent que tous les pays membres de l'OIT ont l'obligation de respecter, promouvoir et réaliser l'abolition du travail des enfants, même s'ils n'ont pas ratifié les conventions en question.

L'Organisation Internationale du Travail (OIT) définit le travail infantile comme « un travail qui est mentalement, physiquement ou moralement dangereux et nuisible aux enfants ; et/ou interfère avec leur scolarité en les privant de l'opportunité d'aller à l'école ; les obligeant à quitter l'école prématurément ou exigeant d'eux de tenter de combiner la fréquentation scolaire avec un travail excessivement lourd et long » (OIT s.o.).

Malgré les textes ou traités, le travail des enfants continue d'exister et prend une ampleur plus grande au Mali, notamment avec la situation politique et sécuritaire actuelle.

Dans un autre passage du même document de l'OIT, il est mentionné que les enfants de 12 à 17 ans ne doivent pas travailler plus de 6 heures par jour. Pour des filles comme Mariama Konaté, originaire de Farako, la réalité est tout autre, accentuée par le nombre d'établissements ayant fermé boutique. Un constat fait par Doumbia Brehima, conseiller d'orientation du CAP de Farako et dont le bureau est logé dans l'enceinte de l'académie de Ségou depuis quelque temps.

« Dans la Commune de Farako, il existait 102 écoles

avant les fermetures. Aujourd'hui, ce sont uniquement les 28 écoles coraniques qui continuent de dispenser les cours. Toutes les 74 écoles classiques sont fermées depuis le 13 décembre 2019 », affirme notre interlocuteur.

L'administration scolaire de Farako chiffre à 10 000 le nombre d'enfants ainsi privés de cours. A la date du 4 mai 2022, 3 000 enfants ont été recensés et transférés dans d'autres écoles. Le reste est introuvable.

Pendant que des bonnes volontés et des ONG s'attachent à régulariser la situation des enfants, certains parents tentent de tirer profit de cette situation, malgré eux.

« J'ai dû contraindre mes deux derniers enfants à abandonner l'école faute de moyens. Les activités sont en arrêt depuis 2019. Je n'ai pas d'autre choix que de leur demander aux enfants de me soutenir ces temps-ci. On arrive à peine à trouver de quoi se mettre sous la dent. Ma fille, je l'ai envoyée à Bamako pour travailler comme aide-ménagère. Le petit, lui sert comme manœuvre sur des chantiers », confie Moussa Kanè, les larmes aux yeux.

Pour ce vieux cultivateur, les enfants doivent se rendre utiles pour la famille.

Système scolaire déstabilisé

En touchant le Mali à partir du 18 mars 2020, le coronavirus a déstabilisé tous les secteurs d'activité. Mais c'est le système éducatif qui semble en avoir le plus souffert avec la fermeture des portes dès l'apparition du premier cas de la maladie. Aujourd'hui encore, l'école se conjugue avec la Covid-19.

Cette cohabitation a consisté en la mise en place, par le ministère de l'Education, de

nouvelles méthodes d'apprentissage des cours préparés et présentés à la radio, à la télé ou sur des plateformes numériques comme Zoom. Certes, ces innovations sont destinées à contourner l'impact de la crise sanitaire. Mais en même temps, elles en excluent les enfants de familles démunies, laissant aussi en rade les élèves moyens qui traînaient déjà des difficultés d'assimilation.

Si les cours ont repris quelques mois plus tard, ce fut avec de nouvelles règles dites sanitaires : port du masque obligatoire, lavage de mains avec du gel hydro-alcoolique ou du savon, distanciation physique... A l'époque, le gouvernement avait procédé à des distributions massives de masques et de kits de lavage de mains dans les écoles et dans de nombreuses structures publiques.

Des modules ont été conçus pour sensibiliser les enfants sur les ravages d'un nouveau virus à travers le monde entier. Et donc de les appeler à observer des comportements nouveaux qu'ils devaient intégrer et pratiquer pour se protéger et protéger les autres.

A cette situation déjà compliquée, est venue se greffer une crise sécuritaire de plus en plus incontrôlable à cause de la multiplication des attaques à Ségou et alentours. Cette insécurité a eu comme conséquence la fermeture de 74 écoles à Farako, situé à 20 kilomètres de la ville de Ségou, juste derrière le fleuve.

Lacunes et dysfonctionnements

La pandémie à coronavirus a dévoilé toute la fragilité du système scolaire malien et son incapacité à la réactivité, encore moins à s'adapter.

« On dispensait les cours par téléphone, radio ou télé

pour éviter les regroupements. Il faut reconnaître que ces méthodes ne permettaient pas à tous les enfants d'apprendre. Car beaucoup ne sont pas à même de réunir les conditions pour ce faire. Donc, on ne peut pas vraiment dire que ces méthodes étaient adaptées car ce ne sont pas toutes les familles qui disposent de téléviseurs ou de téléphones chez elles », reconnaît Cheick Diarra, directeur adjoint du Centre d'Animation pédagogique (Cap) de Ségou.

En plus de cette difficulté d'adaptation, l'école a dû affronter également ses propres dysfonctionnements à l'épreuve de la pandémie et des violences. Un phénomène qui donne des certitudes à Aïcha Cissé Coulibaly, enseignante à Ségou.

« Il est difficile, voire impossible de changer le système scolaire malien. Aucune chance que les autorités arrivent à l'adapter au contexte. Et la fermeture des écoles en période de Covid-19 a bouleversé les enfants vu le retard sur le calendrier scolaire », affirme-t-elle madame Coulibaly.

Mais pour le professeur d'université J.C.K., il ne faut pas aller vite en besogne.

« Je ne sais vraiment pas s'il faut changer de système scolaire car au Mali il y a en général une banalisation de la pandémie en plus de la situation sécuritaire. À l'intérieur du pays, les gens se comportent comme s'il ne s'était rien passé. Il ne faut pas multiplier des mesures qu'on ne peut pas appliquer ou faire appliquer. Le système n'est pas lié au Covid-19, mais aux réalités de l'évolution du marché de l'emploi », soutient l'universitaire.

Toutefois, avance Assétou Founè Samaké, étudiante à l'université de Ségou, on ne peut laisser le système se perpétuer sans réagir.

« Il est nécessaire aujourd'hui de revoir ou de repenser le système scolaire parce que la saignée ne s'arrête pas. Il est impératif de mettre les enfants et adolescents à l'abri des soubresauts et des dysfonctionnements. Beaucoup d'entre eux

ont abandonné l'école. Et ce qui est dommage et inquiétant, c'est que tous ces enfants travaillent ou s'occupent de sorte à amener quelque chose en famille ».

Les élèves, les grands perdants

Le drame de l'école va sans doute se poursuivre avec les impacts de la pandémie et des violences. Une perspective que redoute Cheick Diarra.

« La crise sécuritaire a fait beaucoup de déplacés. Les enfants de ces déplacés sont accompagnés par des ONG comme Educo, Terre des Hommes, ADRA..., qui souvent nous viennent avec la liste de ces enfants pour leur réinsertion. Nous n'avons pas de mécanisme en tant que tel pour les recenser. Il y a toutes sortes de catégories parmi ces enfants. Certains ont l'âge d'aller à l'école mais ne le sont pas, d'autres sont inscrits mais ont abandonné les classes », se désole le directeur adjoint du Cap de Ségou.

Pour les élèves du Mali, une vie scolaire avec le couple infernal Covid-19-insécurité est loin d'être l'idéal pour performer dans les études.

En effet, selon Mme Koné, spécialiste des questions d'éducation, l'élève malien a suivi moins de 40 % du quantum horaire auquel il devait bénéficier.

« Les enfants étaient pré-disposés à s'amuser à la maison. Mais si celle-ci se transforme en lieu d'apprentissage, il y a forcément problème. En plus, il faut reconnaître que les enfants utilisaient le téléphone pour jouer ou faire des photos et non comme support didactique. Les parents de leur côté, dès qu'ils voient les enfants à la maison, c'est pour leur trouver des courses à faire », explique Lamine Coulibaly, sociologue.

« La fermeture des classes, c'était déjà une punition pour les enfants de devoir rester à la maison sans rien faire », ajoute-t-il. « Si les épidémies et pandémies précédentes ont occasionné des changements, le Covid-19 a eu des conséquences dramatiques sur l'éducation de façon générale. Ce qui se répercute considérablement sur les enfants qui produisaient déjà de très faibles résultats scolaires ».

Aminata Agaly Yattara
(envoyée spéciale)

En prélude du sommet des chefs d'Etat et Gouvernements de la Cedeao sur les Transitions au Mali, au Burkina Faso et en Guinée. Les Maliens s'expriment et montrent leur espoir pour une levée rapide des sanctions.

Almady Touré
(nutritionniste)

« C'est un sommet d'espoir. Car les sanctions ont montré leur limite et font plus de mal aux peuples de l'ensemble de ces pays de la Cedeao. Je pense que les chefs d'Etat doivent revoir leur copie à l'issue de ce sommet ».

Boureima Soulo
(journaliste)

« Le sommet de ce 4 juin est très attendu par les Maliens sur les populations civiles qui sont frappées de plein fouet par les lourdes

sanctions de la Cedeao et de l'Uemoa. Ce sommet doit être une occasion pour la levée des sanctions. Si jamais le sommet du 4 juin deviendrait un échec ça va répercuter sur les autorités de la Transition ».

Moussa Fofana
(étudiant à la nouvelle Sorbonne, Paris)

« Ce sommet va sûrement être source de compromis. Ils pourraient tomber

d'accord entre 18 et 24 mois. Le Sénégal et la Côte d'Ivoire souffrent déjà beaucoup de ces sanctions. De toutes façons ce sont nos autorités qui sortent victorieuses dans cette affaire. Parce que même s'ils tombent d'accord sur 20 mois, elles ont épuisé plus de 5 mois dans la négociation ».

Hamma Traoré
(enseignant)

« Ce sommet ne peut être qu'un sommet d'espoir pour toute la population de l'espa-

ce Cedeao. Les sanctions des deux organisations sous-régionales n'ont pas d'impact seulement sur le Mali, mais l'ensemble des pays qui font frontière avec le Mali dont il y a interdépendance. Donc j'ose espérer qu'au cours de ce sommet, un compromis sera trouvé ».

Nana Touré
(agent de banque)

« Aujourd'hui, tous les systèmes bancaires sont paralysés à cause des sanctions des deux organisations.

Nous espérons qu'à l'issue de ce sommet, les dirigeants ouest africains vont lever immédiatement les sanctions. Il n'y a jamais eu raison d'imposer des sanctions contre le Mali. Mais on comprend que certains chefs d'Etat se servent de la Cedeao et de l'Uemoa pour en découdre avec le Mali ».

Dossier réalisé par
Ousmane Mahamane